

Belgium-Namur: Chemical products

OJ S 104/2017 01/06/2017

Contract notice

Supplies

Directive 2004/18/EC

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: Société publique de gestion de l'eau

Postal address: Avenue de Stassart 14-16

Town: Namur

Postal code: 5000

Country: Belgium

For the attention of: Christian Didy et Anaïs Moreau

E-mail: christian.didy@spge.be

Telephone: +32 81251930

Internet address(es):

Address of the buyer profile: <https://enot.publicprocurement.be/enot-war/preViewNotice.do?noticeId=273211>

Electronic submission of tenders and requests to participate: <https://eten.publicprocurement.be/etendering/viewWorkspacesBasedOnExtUrl.do?wsName=SPGE-MP17%2F01-F02>

Additional information can be obtained from:

the abovementioned address

Specifications and additional documents (including documents for competitive dialogue and a dynamic purchasing system) can be obtained from:

the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted: the abovementioned address

I.2. Type of the contracting authority

Body governed by public law

I.3. Main activity

Environment

I.4. Contract award on behalf of other contracting authorities

The contracting authority is purchasing on behalf of other contracting authorities: yes

Official name: AIDE

Postal address: Rue de la Digue 25

Town: Saint-Nicolas

Postal code: 4420

Country: Belgium

Official name: AIVE

Postal address: Drève de l'Arc en Ciel 98

Town: Arlon

Postal code: 6700

Country: Belgium

Official name: IBW

Postal address: Rue de la Religion 10

Town: Nivelles

Postal code: 1400
Country: Belgium
Official name: IDEA
Postal address: Rue de Nimy 53
Town: Mons
Postal code: 7000
Country: Belgium
Official name: Igretec
Postal address: Boulevard Mayence 1
Town: Charleroi
Postal code: 6000
Country: Belgium
Official name: INASEP
Postal address: Rue des Viaux 1b
Town: Naninne
Postal code: 5100
Country: Belgium
Official name: IPALLE
Postal address: Chemin de l'Eau Vive 1
Town: Froyennes
Postal code: 7503
Country: Belgium
Official name: SBGE
Postal address: 319 rue Bollinckx
Town: Bruxelles
Postal code: 1190
Country: Belgium

Section II: Object of the contract

II.1. Description

II.1.1. Title attributed to the contract by the contracting authority

Accord cadre relatif à la centrale de marchés pour la fourniture de polymères pour le traitement des boues.

II.1.2. Type of contract and place of performance or delivery

Supplies

Purchase

NUTS code BE1 Région de Bruxelles-Capitale/Brussels Hoofdstedelijk Gewest, BE3 Région wallonne

II.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The procurement involves the establishment of a framework agreement

II.1.4. Information about framework agreement

Framework agreement with several operators

Number Envisaged maximum number of participants to the framework agreement: 3

Duration of the framework agreement

Duration in years: 4

II.1.5.

Short description of the contract or purchase(s)

La présente centrale de marchés est un accord-cadre de fourniture passé par adjudication, conclue avec trois

adjudicataires pour l'ensemble des sites gérés par les adhérents.

L'accord-cadre concerne:

— la fourniture de polymères (en émulsion ou en poudre) utilisés dans le système de déshydratation des boues produites dans les stations d'épuration et dans les sites de production d'eau potable. Le marché comprend également les polymères (floculants) utilisés pour le traitement de l'eau;

— la livraison de polymères sur les sites des acteurs du cycle de l'eau, ainsi qu'éventuellement sur des sites d'autres organismes publics wallons. Les livraisons sont à effectuer en différents conditionnements en fonction des sites concernés;

— le suivi technique des produits fournis sous forme de visites d'un technicien spécialisé pour contrôler le maintien des performances du polymère;

— éventuellement (en option obligatoire) le recyclage ou la destruction des emballages vides dans le cas de la fourniture de polymères en émulsion.

La procédure d'attribution et d'exécution de l'accord-cadre comprend 3 volets décrits dans les points ci-dessous

(voir CSC):

1) Passation du marché

L'objectif est de désigner 3 fournisseurs avec lesquels conclure l'accord-cadre. Le choix des 3 fournisseurs est réalisé sur base du prix global moyen et de la conformité des tests industriels sur 5 stations types.

2) Appel à produit

L'objectif est de choisir un polymère pour une station ou un groupe de stations des adhérents repris dans le CSC (stations non-considérées comme station-type).

Dans cet appel à produit, les 3 adjudicataires de l'accord-cadre sont remis en concurrence pour chaque station ou groupe de stations.

3) Exécution et suivi du marché

Lorsqu'un fournisseur se voit attribuer une station ou un groupe de stations, un suivi de marché est à réaliser par celui-ci.

II.1.6. CPV code(s)

24000000 Chemical products

II.1.7. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

II.1.8. Lots

This contract is divided into lots: no

II.1.9. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2. Scope of the procurement

II.2.1. Total quantity or scope

II.2.2. Information about options

Options: yes

Description of options: Dans le cas de la fourniture de polymères en émulsion, les adhérents peuvent demander aux fournisseurs de reprendre les emballages vides pour recyclage ou élimination.

Ces emballages vides sont soit des IBC d' 1 m³, soit des fûts métalliques de 210 l, soit des bidons en plastique de 20 ou 25 l.

Les options obligatoires sont donc activées suivant les besoins des adhérents.

II.2.3. Information about renewals

This contract is subject to renewal: no

II.3. Duration of the contract or time limit for completion

Duration in months: 48 (from the award of the contract)

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions related to the contract

III.1.1. Deposits and guarantees required

Les trois fournisseurs sélectionnés pour l'accord-cadre paient un cautionnement forfaitaire identique.

Ce montant forfaitaire est calculé sur base d'une estimation du montant global annuel de la centrale de marchés et est fixé à 35.000 euros pour chaque adjudicataire.

III.1.2. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

III.1.3. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

III.1.4. Contract performance conditions

III.2. Conditions for participation

III.2.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions: Le soumissionnaire ne peut pas se trouver dans un des cas d'exclusion repris à l'article 61 de l'arrêté royal du 15.7.2011, c'est-à-dire:

- Qu'il n'a pas fait l'objet d'une condamnation pour participation à une organisation criminelle, corruption, fraude ou le blanchiment de capitaux;
- Qu'il n'est pas en état de faillite, de liquidation de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales;
- Qu'il n'a pas fait aveu de sa faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire ou de toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationale;
- Qu'il n'a pas fait l'objet d'une condamnation pour tout délit affectant sa moralité professionnelle;
- Qu'il n'a pas, en matière professionnelle, commis de faute grave;
- Qu'il est en règle quant aux paiements de ses cotisations de sécurité sociale conformément aux dispositions de l'article 62 de l'arrêté royal du 15.7.2011;
- Qu'il est en règle quant aux paiements de ses impôts et taxes selon la législation belge ou celle du pays dans lequel il est établi, conformément aux dispositions de l'article 63 de l'arrêté

royal du 15.7.2011;

— Qu'il n'occupe pas des ressortissants de pays tiers en séjour illégal;

— Qu'il ne s'est pas rendu gravement coupable de fausses déclarations en fournissant ces renseignements.

En vue de vérifier cela, le soumissionnaire est tenu de fournir les documents suivants:

— Une attestation délivrée par l'autorité compétente du pays concerné dont il résulte qu'il est en règle en matière de cotisations sociales. L'attestation porte sur l'avant-dernier trimestre civil écoulé avant la date limite de réception des offres;

— Une attestation fiscale délivrée par le SPF Finances qui certifie que le candidat ou le soumissionnaire n'est redevable vis-à-vis du SPF Finances d'aucun impôt, amende administrative, intérêt de retard, frais de poursuite exigible en matière d'impôts directs et/ou d'aucune taxe, intérêt, amende fiscale ou accessoire exigible en matière de TVA dont la somme globale dépasse 3 000 EUR et que le soumissionnaire satisfait aux exigences de l'article 61 § 2, 6° de l'Arrêté Royal du 15.7.2011;

— Un extrait du casier judiciaire récent ou un document équivalent délivré par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance et dont il résulte que ces exigences sont satisfaites et que le soumissionnaire ne se trouve pas dans l'une des situations de l'article 61 § 2, 1°, 2° de l'Arrêté Royal du 15.7.2011.

Un soumissionnaire peut être exclu s'il apparaît lors du déroulement de la procédure de passation du marché que sa situation personnelle ne correspond plus aux documents qu'il a fournis.

Les documents requis sont datés de maximum 6 mois avant la date d'ouverture des offres.

III.2.2. Economic and financial ability

List and brief description of conditions: Le soumissionnaire remettra les documents suivants:

Une déclaration bancaire appropriée justifiant une bonne santé financière (suivant le modèle se trouvant en Annexe V du présent cahier des charges) dûment complétée par sa banque. Cette déclaration décrit la situation du soumissionnaire par rapport aux exigences spécifiques du marché en question, et atteste que le soumissionnaire dispose de la capacité financière pour exécuter ce genre de contrats.

Une déclaration concernant le chiffre d'affaires de l'entreprise lié spécifiquement à ce type de marché au cours des trois derniers exercices. Le chiffre d'affaires de l'entreprise doit être au minimum de 1 500 000 EUR

La preuve d'une assurance par la délivrance d'une attestation de l'assureur (avec abandon de recours contre la SPGE et les adhérents), couvrant au moins:

— la responsabilité civile et professionnelle couvrant les risques de l'exécution du présent marché (minimum 500 000 EUR en dommage matériels et immatériels consécutifs);

— l'assurance accidents du travail du personnel du soumissionnaire;

— la garantie pour les véhicules automobiles. S'il est fait appel à des sous-traitants pour le transport des fournitures, le soumissionnaire est tenu de joindre à son offre la déclaration en Annexe VI dûment signée;

— le sinistre pour les dommages aux personnes, aux ouvrages et dégâts dus aux pollutions accidentelles de minimum 500 000 EUR (indication du montant pour les frais de déblais et du montant couvert par sinistre par an).

III.2.3. Technical and professional ability

List and brief description of conditions:

La liste des 5 principales fournitures exécutées au cours des trois dernières années, avec mention du montant, de la date et du client (en précisant s'il s'agit d'un client public ou privé tout en donnant prioritairement les références pour les clients publics). Ces fournitures doivent

chacune porter sur au minimum 5 % de la quantité totale du présent marché (estimation de la quantité totale pour la sélection qualitative = 1.100 Tonnes/an). Si pour une raison justifiée, le soumissionnaire n'est pas en mesure de fournir les références demandées, il est admis qu'il prouve sa capacité technique par tout autre document considéré comme approprié par le pouvoir adjudicateur.

Minimum level(s) of standards possibly required:

Classe: N/A, Catégorie: N/A.

III.2.4. Information about reserved contracts

III.3. Conditions specific to services contracts

III.3.1. Information about a particular profession

III.3.2. Information about staff responsible for the performance of the contract

Section IV: Procedure

IV.1. Type of procedure

IV.1.1. Type of procedure

Open

IV.1.2. Information about the limits on the number of candidates to be invited

IV.1.3. Information about reduction of the number of solutions or tenders during negotiation or dialogue

IV.2. Award criteria

IV.2.1. Award criteria

Lowest price

IV.2.2. Information about electronic auction

An electronic auction will be used: no

IV.3. Administrative information

IV.3.1. File reference number attributed by the contracting authority

SPGE-MP17/01-F02_0

IV.3.2. Previous publication concerning this procedure

no

IV.3.3. Conditions for obtaining specifications and additional documents or descriptive document

Time limit for receipt of requests for documents or for accessing documents: 22.6.2017 - 17:00

Payable documents: yes

Price: 50,00 EUR

Terms and method of payment: Par virement au compte BE28 0910 1225 0220.

IV.3.4. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

4.9.2017 - 14:00

IV.3.5. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.3.6. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French.

IV.3.7. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in days: 120 (from the date stated for receipt of tender)

IV.3.8. Conditions for opening of tenders

Date: 4.9.2017 - 14:00

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.2. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

VI.3. Additional information

I. Autres documents à joindre à la soumission.

Si le soumissionnaire fait appel à des entreprises sous-traitantes pour l'ensemble ou partie des missions décrites, il lui est demandé d'indiquer la part du marché qu'il a l'intention de sous-traiter et d'établir la liste exhaustive des sous-traitants avec la nature des missions confiées. Si le soumissionnaire fait valoir la capacité d'une autre entité, par exemple d'un sous-traitant, il doit prouver que, pour l'exécution du marché, il disposera des moyens nécessaires par la production de l'engagement de cette entité.

Une note indiquant clairement les caractéristiques de tous les polymères repris dans l'offre précisant le type de polymère, le pourcentage de matière active (fiche technique), sa fiche de sécurité (MSDS), etc.

Une note décrivant les réserves des produits à livrer, les moyens humains et logistiques proposés pour garantir l'exécution de l'ensemble du marché.

Une attestation précisant que le soumissionnaire a pris connaissance des documents repris sur la clef USB (transmise avec le cahier des charges) explicitant les consignes de sécurité et environnementales de chacun des adhérents. Ces documents seront complétés par les adjudicataires après la conclusion de l'accord-cadre.

Les adhérents se sont engagés dans une démarche environnementale tendant à minimiser les impacts négatifs tant de leurs propres activités que de celles de leurs sous-traitants lors de l'exécution de leurs marchés publics. Le respect de l'environnement doit être compris au sens large, incluant la consommation d'énergie, la production de déchets, les liquides et les gaz polluants résiduels, les nuisances sonores, etc.

Dans ce cadre, le soumissionnaire remettra tout document attestant d'une démarche environnementale (certification type label ISO 14000, EMAS « entreprise Eco-dynamique », etc. ou autres initiatives dans les domaines cités).

2. Les tests industriels sur les stations types auront lieu du lundi 18 septembre au vendredi 13.10.2017.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

VI.4.2. Review procedure

VI.4.3. Service from which information about the review procedure may be obtained

VI.5. Date of dispatch of this notice

29.5.2017